

L'homme fort du gouvernement bolivien de facto cherche le conseil d'Almagro

Par Roberto Morejón

Luis Almagro a fourni aux extrémistes boliviens le prétexte pour évincer Evo Morales du pouvoir

Le puissant ministre bolivien de l'Intérieur, Arturo Murillo, s'est rendu aux États-Unis et, ce faisant, a soulevé des questions, étant donné son rôle crucial dans le gouvernement de facto.

Considéré comme l'un des dirigeants les plus tranchants et ayant le plus de liens avec les putschistes et avec l'ambassade des États-Unis, le haut fonctionnaire a rencontré à Washington Luis Almagro.

On ne sait pas s'il a demandé conseil au secrétaire général de l'OEA sur la manière de saboter les élections du 18 octobre en Bolivie et de ruiner les efforts du Mouvement vers le socialisme de l'opposition pour revenir au Palacio Quemado.

Comme on le sait, l'OEA a servi sur un plateau d'argent aux extrémistes de droite l'argument fabriqué de toutes pièces de la «fraude» aux élections de 2019, soi-disant en faveur de l'ancien président Evo Morales.

Des enquêtes ultérieures ont démantelé ce sophisme dont Almagro tente péniblement de se défendre. Le secrétaire de l'OEA pourrait maintenant aider le gouvernement de facto, dirigé par Jeanine Áñez.

La présidente auto-proclamée a abandonné son projet de rester au pouvoir en raison de son manque d'adeptes mais elle a avoué ses inquiétudes quant aux options du Mouvement vers le Socialisme.

Les racistes installés au pouvoir ont fabriqué des poursuites judiciaires contre Evo Morales et les membres de son parti, pour neutraliser son ascendant, mais ils sont toujours mécontents.

Le soutien d'Almagro et des États-Unis au coup d'État de 2019 donne de l'espoir aux radicaux de droite.

C'est la raison du voyage du ministre bolivien de l'Intérieur à Washington, où, selon ses détracteurs, il pourrait également négocier des options pour échapper à d'éventuelles accusations portées contre lui.

Ceci a été dénoncé par Oscar Ortiz, ministre démissionnaire de l'Économie qui dès son départ du gouvernement a accusé Murillo de concentrer le pouvoir.

Le départ d'Oscar Ortiz et de deux autres ministres reflète le chaos et l'inefficacité de la gestion de l'équipe de M. Áñez. Le gouvernement de facto est en effet accusé de gaspillage de ressources, d'actes de corruption et de gestion erratique de la pandémie.

Murillo, l'homme chargé d'attaquer le Mouvement vers le Socialisme, a aussi les mains sales.

Assez d'histoire pour que le répréhensible Luis Almagro s'en occupe gentiment.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/235673-lhomme-fort-du-gouvernement-bolivien-de-facto-cherche-le-conseil-dalmagro>



Radio Habana Cuba